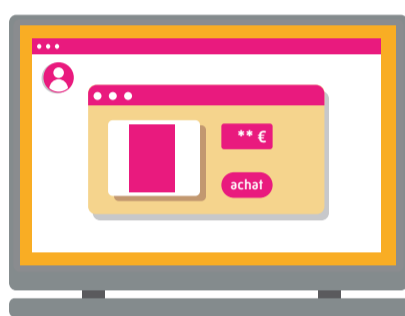


ATTENTION AUX ARRÊTS DE TRAVAIL FRAUDULEUX

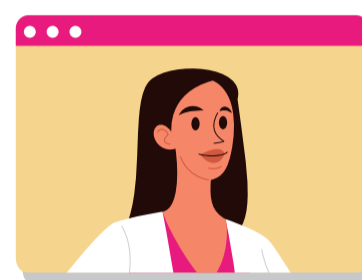
1. Obtention d'un arrêt de travail frauduleux



contre de l'argent

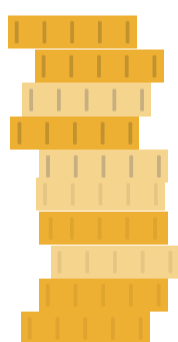


sur un site internet ou un réseau social



sans consultation
sans téléconsultation

2. Les risques encourus en cas de fraude



Remboursement intégral des indemnités journalières perçues à tort

Des pénalités financières pouvant aller jusqu'à **3 fois le montant du préjudice**



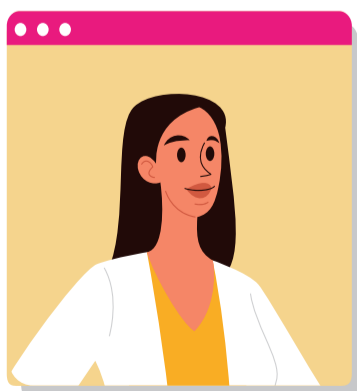
Des poursuites judiciaires peuvent être engagées pour faux, usage de faux et escroquerie, des délits passible de :

- 7 ans d'emprisonnement
- 750 000€ d'amende



Si l'usage d'un arrêt de travail frauduleux pour bénéficier d'un versement d'indemnités journalières est détecté par l'Assurance maladie, il est signalé à l'employeur.

3. Comment est prescrit un vrai arrêt de travail ?



Par un **médecin, sage-femme, chirurgien-dentiste** ou **infirmier** en pratique avancé

Lorsqu'il est **justifié par l'état de santé du patient**

Lors d'une **consultation** ou **téléconsultation**

Un arrêt de travail **prescrit en téléconsultation ne peut pas dépasser 3 jours***

*sauf si le prescripteur est le médecin traitant ou la sage-femme référente



Les chirurgiens-dentistes ne font pas de téléconsultation

Un questionnaire en ligne n'est pas une téléconsultation

Dématérialisé dans 8 cas sur 10

Si impossible autrement, il est prescrit en **version papier via le formulaire Cerfa sécurisé**

